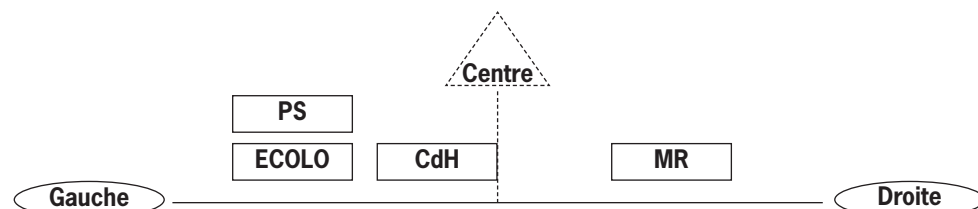




Le groupe Ecolo remet également en cause le plan au vu de ses conséquences problématiques: forte hausse de sanctions, afflux important des sanctionnés vers le CPAS, un quart de reclassement, occupation d'emplois précaires pour les personnes sanctionnées et acharnement sur les peu qualifiés. Cette position est sociale puisqu'elle refuse que l'entière responsabilité soit mise sur le chômeur, elle refuse également l'aspect trop répressif du

plan et son manque d'efficacité sociale. Par ailleurs, avec l'augmentation de personnes émarquant au CPAS, les revenus de ces personnes diminuent aussi. Cette mesure de résorption du chômage et ses conséquences vont à l'encontre d'une politique sociale qui vise d'abord à augmenter le niveau de vie des plus démunis. Le positionnement du groupe Ecolo se trouve aussi à gauche de l'échiquier politique.

POSITIONNEMENT DE CHAQUE PARTI SUR L'AXE GAUCHE-DROITE PAR RAPPORT AU PAC



POUR EN SAVOIR PLUS:

- AEBISCHER S., *Gauche-Droite. Au-delà de cette limite, la politique n'est plus pensable*, Edition Nicolas Philippe, 2002.
- BOBBIO, N., *Droite et gauche*, Paris, Seuil, 1996.
- BOUCQ, Ch. et MAESSCHALCK, M., *Déminons l'extrême droite*, Charleroi-Bruxelles, Ed. Couleur livres-CIEP, 2005.
- PARENTEAU, D. et PARENTEAU I., *Les idéologies politiques, le clivage gauche-droite*, Presses de l'Université du Québec, 2008.
- RIGLET-CHEVANCHE M., *Gauche-Droite: les jeux brouillés*, Editions des Syrtes, mars 2002.

QUELQUES OUTILS PÉDAGOGIQUES

- Le jeu «Gauche-droite... ou les partis et les idéologies» (réalisé par le CIEP Brabant wallon)
Infos: Secrétariat du CIEP-MOC du Brabant wallon
Tél.: 067/21.89.91 secretariat@mocbw.be
- Les fiches du CIEP réalisées pour la campagne «Le XXI^e siècle sera social» en 2007. Elles proposent de distinguer les caractéristiques essentielles d'un traitement politique néolibéral/conservateur (et ses conséquences pour les citoyens) d'un traitement politique progressiste sur 14 compétences politiques fédérales (impôts des personnes physiques, soins de santé, pensions, financement de la sécurité sociale...) et ainsi de clarifier les enjeux idéologiques et d'aider au choix politique. Elles sont disponibles sur www.ciep.be/index.php?p=g&id=125

1. Selon les pays, le terme libéral peut recouvrir des idéologies diversement placées sur l'échiquier politique.
2. GEYSLS J., «Gauche-droite: un débat délaissé», dans *Politique*, Bruxelles, n° 48, février 2007, p. 44.
3. <http://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9mocratie>
4. <http://www.profbf.com/gauchedroite/politique.htm>
5. <http://www.profbf.com/gauchedroite/politique.htm>
6. <http://fr.wikipedia.org/wiki/Libertaire>
7. <http://fr.wikipedia.org/wiki/Libertarianisme>
8. DE COOREBYTER V., «Des clivages aux partis», 2005, consultable sur: <http://www.crisp.be/documentation/analyses/Des%20clivages%20aux%20partis.pdf>
9. <http://fr.wikipedia.org/wiki/N%C3%A9o-conservatisme>
10. <http://fr.wikipedia.org/wiki/N%C3%A9olib%C3%A9ralisme>
11. <http://fr.wikipedia.org/wiki/Progressisme>
12. BOBBIO N., *Droite et gauche*, Paris, Seuil, 1996, p. 86-87.
13. DEVOS C., «Réflexions sur le socialisme», dans *Politique*, Bruxelles, n°44, avril 2006.
14. BOBBIO N., *Op. cit.*, p. 139.
15. BOBBIO N., *Op. cit.*, p. 108.

16. BOUCQ Ch. et MAESSCHALCK M., *Déminons l'extrême droite*, Charleroi-Bruxelles, Ed. Couleur livres-CIEP, 2005, p. 38.
17. BOUCQ Ch. et MAESSCHALCK M., *Op. cit.*, p. 38-39.
18. BOBBIO N., *Op. cit.*, p. 137.
19. BOBBIO N., *Op. cit.*, p. 138.
20. BOBBIO N., *Op. cit.*, p. 140.
21. DE COOREBYTER V., «La droite (et la gauche)», dans *Le Soir*, 5 janvier 2010.
22. Le personnalisme est une philosophie éthique dont la valeur fondamentale est le respect de la personne (et non de la vie). Le principe moral fondamental du personnalisme peut se formuler ainsi: «Une action est bonne dans la mesure où elle respecte la personne humaine et contribue à son épanouissement, dans le cas contraire, elle est mauvaise.»
23. MAISSIN G., «L'égalité, étoile polaire de la gauche», dans *Politique*, n°34, avril 2004.
24. VERJANS P., «Le souci général contre l'intérêt particulier», dans *Politique*, n°61, octobre 2009.
25. DEVOS C., «Réflexions sur le socialisme», dans *Politique*, n°44, avril 2006.



Le clivage GAUCHE-DROITE en politique: le décrypter pour l'analyser

PAR PERRINE DETOBER, PERMANENTE AU CIEP COMMUNAUTAIRE

Pour certains, le clivage politique gauche-droite n'existerait plus aujourd'hui et serait même vide de sens, suite notamment à l'apparition de nouveaux enjeux, comme l'environnement, la mobilité et l'aménagement du territoire. D'autres continuent à penser que ce clivage est toujours bien présent, mais en évolution. Au XIX^e et au début du XX^e siècles, le libéralisme représentait une idéologie politique qui défendait la liberté d'expression des individus. Aujourd'hui, il est placé à droite sur l'échiquier politique¹. La gauche est, quant à elle, associée au socialisme et la droite au libéralisme. En dépit de ce découpage classique des idéologies politiques, la séparation actuelle entre les familles politiques n'est pas nécessairement aussi évidente. En effet, certains politiciens se revendiquent aujourd'hui du libéral-socialisme ou du libéralisme social, tandis que «quelqu'un qui pense à gauche sur le plan socio-économique peut avoir une toute autre opinion sur le plan des attitudes socio-culturelles, comme l'immigration ou la lutte contre la délinquance»².

Face à cette évolution, comment se retrouver sur l'échiquier politique? Comment définir le cadre actuel dans lequel se situe ce clivage? Quels sont les éléments à prendre en considération pour cerner les différences entre ces deux tendances? Les concepts d'égalité et de liberté nous permettent plus facilement de différencier la gauche de la droite. Après avoir abordé certaines questions particulières (différences entre un régime démocratique et une dictature, la définition du clivage gauche-droite dans un régime démocratique, la légitimité de la position centriste en politique), cette fiche pédagogique présentera des



outils qui permettent de positionner et d'analyser les projets politiques sur l'axe gauche-droite aujourd'hui en Belgique.

DÉMOCRATIE ET DICTATURE: UN CERTAIN NOMBRE DE DIFFÉRENCES

Puisque l'axe gauche-droite est une des caractéristiques d'un régime démocratique, il nous semble important tout d'abord de cerner la notion de «démocratie». On peut ainsi dire que «la démocratie est le régime politique (...) dans lequel le peuple est souverain et détient le pouvoir collectivement»³. C'est pourquoi dans ce régime, le peuple est régulièrement appelé à élire ses représentants issus de partis politiques différents et qui sont en concurrence pour accéder au pouvoir. Par contre, dans une dictature, seule une personne ou un groupe d'individus s'impose en prenant le pouvoir: c'est le règne du parti unique, où aucune concurrence n'est tolérée pour le pouvoir.

L'importance du rôle de l'Etat

La liberté, l'égalité et la fraternité sont trois valeurs essentielles à réunir pour qu'une démocratie existe. En effet, la démocratie se doit d'«établir une fraternité minimale pour concilier liberté et égalité»⁴. L'Etat est la structure nécessaire pour que ces valeurs soient mises en application. Relevé de la sphère publique, l'Etat est bien séparé de l'Eglise, reléguée alors au privé.

Les régimes dictatoriaux n'intègrent pas ces trois valeurs: les libertés n'existent plus, une tendance à l'égalité parfaite entre les personnes (un égalitarisme à l'extrême gauche) et un inégalitarisme à l'extrême droite sont recherchés. Dans une dictature, la structure de l'Etat est souvent confondue avec la personne ou un groupe de personnes qui détient le pouvoir. De plus, de nombreux Etats ne sont pas laïcs. L'ensemble des libertés (expression, association, réunion, presse,...) sont abolies.

Les pouvoirs

La démocratie se décline en trois pouvoirs distincts et indépendants: le pouvoir législatif, exécutif

et judiciaire. Aujourd'hui, d'autres pouvoirs sont devenus incontournables: les médias et la société civile, 4^e et 5^e pouvoirs.

Dans une dictature, les trois pouvoirs ne sont pas séparés. Les médias sont aussi le reflet du pouvoir en place, sinon ils sont muselés; la société civile n'a rien à dire.

La démocratie fonctionne avec une majorité et une opposition. En dictature, il y a un monopole du pouvoir et un étouffement ou une absence officielle de l'opposition.

La démocratie défend la paix alors que les extrêmes glorifient la violence. En outre, les extrêmes ont, entre eux, plusieurs points communs: «désignation d'un mal absolu, usage de la force, refus de toute opposition, diabolisation et élimination de l'adversaire, propagande étatique, filière de privilèges et de privilégiés, culte du chef, etc.»⁵.

Et aux extrêmes?

A l'extrême gauche comme à l'extrême droite, la liberté est réduite au maximum. Au-delà de ces restrictions ou cette limitation des libertés fondamentales, le système en place est celui de l'unique: un parti, un chef, un journal, une chaîne de télévision, etc... Les libertés y sont très limitées.

A l'extrême gauche, l'égalité est mise en avant de manière radicale. Par exemple, il y aura égalité de traitement entre tous les individus. Seules les écoles de l'Etat seront créées, avec un maximum de services publics. Ainsi, l'individu est égal devant l'Etat.

A l'extrême droite, l'égalité est réduite au maximum, avec, par exemple, une inégalité de traitement entre les natifs et les ressortissants étrangers, entre les hommes et les femmes, entre les riches et les pauvres, entre les possédants et les travailleurs,... Ainsi, l'individu n'est pas égal devant l'Etat.

L'extrême gauche est communiste là où l'extrême droite est définie comme fasciste.

L'attention doit encore et toujours se porter sur la formation en apportant à un nombre maximum de demandeurs d'emploi des contacts répétés avec le marché du travail. Négociées entre les partenaires sociaux, la flexibilité de celui-ci et la mobilité des travailleurs seront encouragées.

2. LE CENTRE DÉMOCRATE HUMANISTE (CdH)

Le CdH propose d'investir dans les personnes, leur formation et leur accompagnement pour les amener à l'emploi avec l'idée d'une trajectoire personnalisée d'accompagnement et de formation continue et intégrée pour chaque jeune de la première année d'école au premier job.

3. LE PARTI SOCIALISTE (PS)

En matière d'accompagnement des chômeurs, le PS demande d'urgence une réforme intelligente du système pour faire en sorte que l'accompagnement mène réellement à l'emploi et non à l'exclusion et au déclassement social. Il faut continuer à accompagner et former les demandeurs d'emploi: on ne peut les laisser seuls face à leur sort! Les sanctions administratives et les sanctions pour refus d'emploi convenable doivent, par ailleurs, être maintenues. Mais on ne peut ignorer que les failles du système sur le terrain concernent certains aspects du contrôle des efforts des demandeurs d'emploi pour trouver du travail. Dans certaines régions connaissant des pénuries d'emploi, on ne peut demander aux gens l'impossible.

4. LE PARTI ÉCOLOGISTE (ECOLO)

Le groupe Ecolo dénonce la non-remise en cause de la politique de contrôle de la disponibilité des chômeurs par le Gouvernement et par la Ministre de l'Emploi. Dans une période de crise telle que nous la connaissons, cette politique engendre, en effet, une forte hausse de sanctions et un afflux important des sanctionnés vers les CPAS. Lorsqu'on sait, en outre, que seuls 25% des sanctionnés dans le cadre du plan d'activation retrouvent un emploi par la suite, que les personnes qui ont été sanctionnées dans le cadre de cette politique dite «d'activation» occupent souvent les emplois les

plus précaires et que cette politique s'acharne tout particulièrement contre les personnes peu scolarisées, on ne peut qu'exiger du Gouvernement que, vu l'aggravation de la crise, il revienne à son plan.

Positionnement des partis sur l'axe gauche-droite

Le MR parle de formation, de mobilité et de flexibilité du travailleur. Il se focalise surtout sur le travailleur qui supporte donc individuellement son manque d'emploi. Le MR parle du marché du travail. Il s'agit donc d'une vision libérale où les travailleurs sont mis en concurrence dans un système de liberté économique. Le MR se positionne donc à droite de l'échiquier politique.

Le CdH parle d'investissement, de formation continue et intégrée dès l'école et d'accompagnement personnalisé des chômeurs. Ainsi, la notion de la durée est importante: il s'agit donc d'une politique préventive. L'accompagnement personnalisé fait appel à une vision centriste de la société et au personnelisme. Mais il fait également appel à la valeur d'égalité. Par rapport à cette mesure, le CdH se trouve au centre gauche de l'échiquier politique.

Le PS propose une réforme du Plan qui selon lui, conduit à l'exclusion et au déclassement social. Sa position est sociale: il se réfère à l'accompagnement, la formation et le maintien des sanctions. Ainsi, cette politique est acceptée sur la partie pratique car le PS reconnaît que les chômeurs ne peuvent être laissés seuls face à leur sort: «L'impossibilité et le manque de liberté de beaucoup, surtout les plus défavorisés et les plus dépendants, de prendre des décisions selon leur volonté propre ne peuvent être retournés contre eux»²⁵. La responsabilité collective est également mentionnée. Les termes «failles du système sur le terrain» et «manque d'emploi» sont cités. Ainsi, le système économique et social est mis en cause en lien avec le taux de chômage. Sur cette question, le PS est donc à gauche de l'échiquier politique.



QUELLE IDENTITÉ POLITIQUE AU CENTRE DE L'ÉCHIQUIER POLITIQUE?

En Belgique, le Centre démocrate Humaniste (CdH) est le seul parti qui se réclame du centre. On peut soulever la question de la légitimité du centre car cette position est assez difficile à caractériser. On parle, dans certains cas, de personnalisme²², de justice sociale, d'équilibre entre les extrêmes, d'économie sociale du marché. «Face à la complexité des sociétés modernes caractérisées par de multiples positions, il peut apparaître que, sur l'axe qui va de l'extrême gauche à l'extrême droite, ce soient les positions centristes qui soient les plus nombreuses. Le centre devenant ainsi hypertrophié, capable de jouer le rôle de tiers inclus, c'est-à-dire d'un espace qui n'est ni de droite ni de gauche. Mais la constitution de ce centre «ni-ni» ne résiste pas à la dynamique d'ensemble du jeu politique. Soit que ce centre joue à son tour un rôle distinctif qui force l'apparition de partis se définissant au centre-gauche, au centre-droit»²³. Le centre est aussi associé à la troisième voie anglaise qui se situe entre la rigidité de la protection sociale et le libéralisme sauvage: «il s'agit soit de montrer que les deux solutions majoritaires s'opposent de façon formelle et non réelle, soit de montrer que les choix proposés mènent à des situations peu enviables pour les électeurs et que la position «middelmatic» permet de concilier des intérêts légitimes quoique partiellement antagoniques dans la société»²⁴. Dans les faits, le centre défend également des projets de gauche sur certains thèmes et de droite sur d'autres.

MÉTHODOLOGIE POUR ANALYSER LES PROJETS POLITIQUES

1. Lister une série de projets et/ou thématiques politiques actuels

Par exemple: le décret «inscription», l'interruption volontaire de grossesse (IVG), la discrimination positive, les agents de prévention et de proximité, le plan d'accompagnement des chômeurs (PAC), les aides à l'emploi, l'euthanasie, le droit d'adoption des couples homosexuels, la sécurité sociale, l'imposition directe

et indirecte), les agences immobilières sociales (AIS), la régularisation des Sans-Papiers, etc.

2. Placez-les sur l'axe gauche-droite;
3. Recherchez la position des différents partis politiques sur ces projets;
4. Déterminez la position des partis sur l'axe gauche-droite.

L'analyse des champs lexicaux (via la recherche des mots de vocabulaire porteurs que l'on retrouve dans les programmes politiques) peut aussi aider à situer les partis politiques qui n'ont pas toujours des positions très limpides par rapport à certaines thématiques.

LE PLAN D'ACCOMPAGNEMENT DES CHÔMEURS DÉCRYPTÉ SELON L'AXE GAUCHE-DROITE

Le plan d'accompagnement des chômeurs (PAC) est une mesure décidée par les politiques pour remettre à l'emploi au plus vite les personnes étant à la recherche d'emploi, avec le risque en cas d'échec d'être sanctionné par le retrait des allocations de chômage. Par nature, cette politique est libérale car elle met la priorité sur la liberté de l'entreprise d'engager, à moindres frais, un travailleur en recherche d'emploi (contrat d'intérim, contrat à durée déterminée, ...). Par ailleurs, ce plan a un volet répressif plus que préventif. En outre, ce type de mesure ne remet nullement en cause le manque d'emploi, qui est une explication au taux actuel de chômage élevé.

Positions des partis politiques face au PAC

Voici les différentes positions des partis politiques francophones telles qu'elles sont exprimées dans leur programme respectif.

1. LE MOUVEMENT RÉFORMATEUR (MR)

La politique de l'emploi doit continuer à briser l'enlèvement dans le chômage de longue durée en répondant à la problématique de la sous-qualification.

Le système anarchiste réunit les trois valeurs de la démocratie, mais ne revendique aucune structure pour les appliquer. Il promeut un système sans Etat.

Le libertaire prône une liberté absolue, un collectivisme et un égalitarisme et rejette toute autorité⁶. Le libertarianisme prône la liberté individuelle en tant que droit naturel comme valeur fondamentale des rapports sociaux, des échanges économiques et du système politique. Les libertariens sont favorables à une réduction, voire une disparition, de l'Etat en tant que système fondé sur la coercition au profit d'une collaboration libre et volontaire entre les individus⁷.

CLIVAGE	EXTREME GAUCHE	GAUCHE DROITE	EXTREME DROITE
VALEUR	Absence DE LIBERTE égalitarisme	EGALITE LIBERTE FRATERNITE	Absence DE LIBERTE inégalitarisme
ETAT	COMMUNISME	DEMOCRATIE	FASCISME
PAS D'ETAT	LIBERTAIRE	ANARCHIE	LIBERTARIANISME

LE CLIVAGE GAUCHE-DROITE

«Un clivage (...) désigne une division profonde d'une société sur un enjeu fondamental autour duquel on observe la formation, grosso modo, de deux camps antagonistes. L'autre caractéristique d'un clivage est que cette division sur un enjeu fondamental s'inscrit dans la durée»⁸. Historiquement, le clivage gauche-droite remonte à 1789 lorsque, à l'Assemblée constituante française, les députés partisans du Roi se regroupaient à droite du président de l'Assemblée et leurs adversaires, partisans de la Révolution (le Tiers-Etat), se regroupaient à gauche.

Aujourd'hui, **la droite** propose un système politique souvent inspiré de modèles socio-économiques **néoconservateurs et néolibéraux**. «Le néoconservatisme est anticommuniste et antifasciste, il attache une plus grande importance à l'ordre public et au respect de l'autorité et est méfiant à l'égard d'une action sociale volontariste»⁹.

Il est fondé sur la conservation des hiérarchies économiques et sociales selon la loi du marché. Les néoconservateurs défendent la tradition et les valeurs s'y référant. «Le néolibéralisme défend l'importance du marché selon des considérations qui vont de l'efficacité économique du marché à la liberté de l'individu, et recommande de fortement restreindre les interventions étatiques dans l'activité économique»¹⁰.

Par contre, **la gauche** se présente comme **progressiste et socialiste**. «Le progressisme est la volonté d'instaurer un progrès social et des réformes. (...) Une pensée est qualifiée de progressiste lorsqu'elle conçoit le présent comme un progrès par rapport à une époque passée jugée plus primaire, plus difficile ou encore plus ignorante»¹¹. Sa priorité est la recherche d'une justice sociale. Le socialisme condamne les inégalités sociales et l'exploitation de l'homme par

l'homme. Il défend le progrès social et prône l'avènement d'une société égalitaire, sans classes sociales.

Ainsi, le néoconservatisme s'oppose au progressisme et le néolibéralisme (ou capitalisme) s'oppose au socialisme. Là où la gauche défend un modèle de solidarité et de collaboration pour la gestion du bien commun, la droite se base sur la notion de l'intérêt individuel qui nécessite une compétition et une concurrence entre les personnes.

Egalité et liberté: des valeurs pour distinguer la droite et la gauche

La gauche croit en l'égalité des droits, en l'égalité économique et sociale. C'est pourquoi elle s'est battue pour l'obtention du suffrage universel, pour l'obligation et la gratuité de l'enseignement, l'égalité entre les peuples et le droit des immigrés.

La droite croit en l'égalité des chances, l'égalité des citoyens devant la loi et l'inégalité des efforts et des mérites.



La gauche considère que les inégalités sont sociales et doivent être corrigées alors que, pour la droite, les inégalités sont naturelles et essentielles à la construction sociétale: «Pour une personne appartenant à la droite, l'égalité - élément traditionnel de l'idéologie de gauche - devient nivellement; pour un tenant de la gauche, l'inégalité (...) devient un ordre hiérarchique»¹².

La gauche pense que l'égalité «implique que personne ne peut avoir plus ou moins de liberté qu'un autre. Une distribution inégale de la liberté est injuste. La liberté est un droit humain fondamental et le résultat de luttes collectives séculaires. La liberté individuelle est donc une liberté collective qui nous est donnée en prêt»¹³.

«La liberté en général n'existe pas; il existe des libertés particulières, d'opinion, de presse, d'initiative économique, de réunion, d'association et il convient, chaque fois, de préciser laquelle de ces libertés est en jeu»¹⁴.

1. LIBERTÉ ÉCONOMIQUE

La droite est favorable à la liberté économique car elle pense garantir les libertés fondamentales. Elle promeut également un Etat minimal et la distribution du profit entre les actionnaires là où la gauche promeut la régulation de l'économie, l'intervention de l'Etat et la redistribution collective.

A gauche, la distribution des ressources est basée sur les besoins; à droite, sur le mérite. La droite se méfie des libertés qui menacent l'ordre public et la sécurité des biens et des personnes. C'est pourquoi, elle défend une politique plus répressive et autoritaire car elle pense que la délinquance est une inclination individuelle à la transgression. La responsabilité est donc individuelle.

2. LIBERTÉ CULTURELLE

La gauche défend une politique d'éducation et de prévention car, pour elle, la délinquance est le fruit d'un malaise social. La responsabilité est donc collective.

A droite, la sphère économique va définir la sphère politique, sociale et culturelle: la culture domi-

nante s'impose sous la forme d'une culture de distraction. A gauche, la sphère culturelle va définir la sphère sociale, politique et économique. La Culture sera déterminée par les gens via la recherche de sens. La Culture est donc d'orientation.

3. LES MODÈLES DE RÉFÉRENCE

Ces deux visions de la société ont donc des points de départ différents; ce qui donne un clivage gauche-droite très clair et dichotomique.

La gauche prône un modèle basé sur la justice sociale où «les égaux sont traités de façon égale et les inégaux de façon inégale»¹⁵ et la droite prône un modèle d'équité: «une (...) idéologie libérale (...) propose de substituer une certaine idée de la justice comme équité basée sur l'accès égal aux chances et sur les conditions d'un état nécessaire de survie hors des relations du marché»¹⁶. «Les années 90 confirment ce modèle (...), la priorité est donnée à l'humanitaire comme nouvelle forme opérationnelle de la solidarité»¹⁷. Dans ce domaine, la gauche opte pour la coopération au développement.

Des «mesures égalitaires peuvent limiter la liberté et, (...) des mesures libertaires peuvent accroître l'inégalité»¹⁸. Cependant, une disposition égalitaire ne limite pas toujours la liberté. Ainsi, en 1948, lorsque les femmes ont accédé au droit de vote, elles ont gagné une nouvelle liberté à travers une mesure égalitaire, sans pour autant diminuer la liberté des hommes. En outre, «la perte de liberté touche naturellement davantage le riche que le pauvre, dont la liberté de choisir (...) est d'habitude limitée non par une décision publique, mais par une situation économique interne à la sphère privée»¹⁹.

De plus, «les deux concepts de liberté et d'égalité ne sont pas symétriques. Alors que la liberté est un statut de la personne, l'égalité indique une relation entre deux entités au moins. La preuve, c'est que la proposition «X est libre» a un sens, tandis que «X est égal» ne veut rien dire»²⁰. La droite est donc basée sur l'individu là où la gauche se base sur la collectivité.

On peut ainsi définir les catégories de personnes qui vont défendre la gauche et la droite. La gauche se place du côté des plus démunis, elle veut plus d'égalité et, pour ce faire, elle revendique que l'on commence à niveler par le haut. Elle va donc être du côté des allocataires sociaux, des travailleurs, des locataires,... et va défendre les services publics, les mutuelles, la sécurité sociale. La droite se place du côté des plus nantis, pour qui elle exige traditionnellement plus de libertés. Elle sera donc du côté des actionnaires, des em-

ployeurs, des indépendants et des propriétaires. Elle défend les valeurs de l'élitisme et les services privés, les assurances privées, la privatisation...

La classe moyenne se définit plus idéologiquement à gauche ou à droite de l'échiquier politique selon ses intérêts prioritaires, individuels ou collectifs. Elle représente donc un électorat à séduire et à conquérir tant pour les partis de gauche que ceux de droite.

SCHÉMA DES PARTICULARITÉS DE LA DROITE ET DE LA GAUCHE AUJOURD'HUI²¹

GAUCHE	DROITE
SOCIO-ECONOMIQUE	
Socialisme Solidarité, collaboration	Néolibéralisme Compétition, concurrence
ETHIQUE	
Progressisme (innovation)	Néoconservatisme (tradition)
CULTURE	
Culture d'orientation	Culture de distraction
EGALITE	
Egalité des droits, égalité sociale et économique	Egalité des chances, inégalité des efforts et des mérites
LIBERTE	
Intervention de l'Etat, régulation de l'économie, redistribution	Libre concurrence, état minimal, initiative privée
SECURITE	
Education, prévention	Répression, méfiance
RESPONSABILITE	
collective	individuelle
ELECTORAT PRIVILEGIE	
Allocataires sociaux, travailleurs, acteurs publics	Employeurs, actionnaires, indépendants, acteurs privés
EN RESUME	
«A chacun selon ses droits et sa situation»	«A chacun selon ses mérites et ses actes»